

## Pétition au Parlement européen « Un *New Deal* pour l'Europe »

Nous citoyens européens,

### remarquons que:

- l'unification européenne a assuré, pendant plus d'un demi-siècle, un bien-être sans précédent, la consolidation de la démocratie et elle a représenté la paix et un modèle pour la terre entière ;
- toutefois,, à la suite de la crise financière et économique globale, la désaffection populaire à l'égard du projet européen a augmenté;
- le détachement des peuples par rapport aux institutions européennes dépend principalement des politiques d'austérité, sans développement, sans consensus démocratique et sans équité, ainsi que de l'incapacité de l'Union européenne (UE) de parler d'une seule voix dans le monde et d'affronter les problèmes dramatiques de la sécurité intérieure et internationale;
- la reprise de la construction de l'unité européenne présuppose la reconquête du consensus populaire autour du projet européen;

### considérant que:

- pour contribuer à guérir la fracture entre les citoyens européens et les institutions européennes, le Président de la Commission européenne, M. Juncker, a affirmé l'exigence de donner la priorité au développement, à la compétitivité et à la création de nouveaux postes de travail;
- dans une Europe économiquement intégrée et avec une monnaie unique, les plans nationaux sont totalement inadéquats pour stimuler le développement;
- le budget de l'UE, dont le montant a été abaissé au-dessous du seuil de 1 % du PIB européen, ne permet pas de mobiliser les ressources nécessaires pour stimuler le développement de l'économie et de l'emploi;
- le plan d'investissements de 315 milliards sur les trois prochaines années, proposé par la Commission européenne, pourrait représenter une première réponse à la requête de la campagne *New Deal for Europe* qui s'est déroulée en 2014 et 2015, à travers une Initiative des citoyens européens;
- bien que des signes de reprise (de la croissance) se manifestent après la crise financière et économique globale, il y a en 2015 24 millions de chômeurs dans l'UE, avec un taux de chômage de 10 % et de chômage des jeunes de 21% qui atteint 50% dans certains Etats membres;
- le Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS) ouvert par la Commission européenne, nécessite de nouvelles ressources propres pour promouvoir un *New Deal* pour l'Europe à travers la production de biens publics européens, indispensables pour atteindre l'objectif du plein emploi;
- en raison de l'opposition de certains Etats membres à l'augmentation des ressources propres du budget de l'UE, seuls les pays de la zone euro semblent disposés à se doter d'une capacité fiscale autonome à travers un budget alimenté par des ressources propres;

### nous soulignons:

- l'opportunité extraordinaire représentée par la Taxe sur les transactions financières (TTF) promue par onze Etats membres de la zone euro, pour alimenter le FEIS avec de nouvelles ressources publiques à utiliser pour des investissements au bénéfice des Etats coopérants qui permettraient de faire participer les principaux responsables de la crise financière et économique à la réparation des dommages qu'ils ont provoqué et à la mise en chantier d'un développement socialement et écologiquement durable ;
- qu'une taxe sur les émissions de gaz carbonique (CO2) à mettre en place au moyen de coopérations renforcées, peut représenter une ressource supplémentaire pour les Etats de la zone euro, contribuer à décourager l'utilisation des carburants fossiles et promouvoir les énergies renouvelables, essentielles pour assurer la poursuite de la vie sur la planète, dans le cadre de la transition écologique ;
- que l'émission d'*euro project-bonds* peut être utilisée pour financer des investissements pour des biens publics européens.

### Nous citoyens européens demandons au Parlement européen:

- d'avancer une proposition de révision du cadre financier pluriannuel programmée pour 2016 prévoyant de doter le FEIS de ressources supplémentaires provenant des taxes citées ci-dessus, d'*euro project-bonds* et de nouveaux titres de la BEI que la BCE peut acquérir dans le cadre du *quantitative easing*;
- d'affecter ces ressources au FEIS et de les destiner aux Etats coopérants;
- de soumettre ces propositions à l'approbation d'une assemblée composée des membres du PE et des Parlements nationaux (Assises interparlementaires) des pays intéressés pour associer les Etats membres aux décisions relatives à la distribution des ressources du revenu fiscal.